la cgt

Info Luttes N°36

A toutes nos organisations CGT de Seine Maritime 24 octobre 2016

18 NOVEMBRE 2016

SALLE BOURVIL - À CAUDEBEC-LÈS-ELBEUF

COMITÉ GÉNÉRAL

de l'Union Départementale de Seine-Maritime

Dans une actualité sociale intense, il faut souligner l'importance de la participation des syndicats au Comité général :

◇ Notre Union départementale, nos 12 Unions locales, nos syndicats, sont « montés au front » depuis le début 2016, avec la confédération, montrant une même volonté de bloquer la politique antisociale MEDEF-gouvernement, et particulièrement la loi travail. Cette unité dans la CGT, ce déploiement de la CGT (aux côtés d'autres syndicats), est un acquis puissant, pour discuter ensemble des suites.

◇ Au Comité général, les syndicats seront à coup sûr nombreux pour exposer les combats engagés dans de nombreux secteurs professionnels, pour défendre les emplois, défendre les garanties collectives, les services publics, avancer sur nos revendications. Très récemment ce sont les facteurs du Havre en grève depuis 31 jours (voir infos luttes). A chaque fois, notre UD avec les UL a un rôle à jouer.

◇ Nous aurons à discuter de la défense du droit syndical et des libertés particulièrement menacés ces derniers mois.

◇ Et, bien évidemment, la nécessité du renforcement, de nos syndicats, de notre UD, sera dans les débats. N'est-ce pas la première condition pour l'action commune et pour l'efficacité revendicative.

Alors, rendez-vous vendredi 18 novembre à Caudebec les Elbeuf.

AGENDA

7 novembre :
CE de l'UD 76 : Maison CGT

8 novembre :
Journée d'action des Hospitaliers
Rassemblement 9h30 Préfecture

9 novembre :
Libertés syndicales
Rassemblement Evreux 11h

15 novembre :
AG Syndicat du commerce
Maison CGT

18 novembre :
Comité Général de l'UD 76
Caudebec-les-Elbeuf

23 Novembre :
Défense des Libertés syndicales
Secrétaire de l'UL - Caen

25 Novembre :
Défense des Libertés syndicales - Dockers - Paris

L'AVENIR APPARTIENT À CEUX QUI LUTTENT !

Le dossier de la semaine ! L'actu des Luttes

La parole à Séverine Verdier,
Secrétaire adjointe de la CGT du Conseil Départementale 76.

En quoi le Conseil départemental et ses services sont menacés ?

SV : Aujourd'hui, sous couvert de réorganisation des services sociaux de proximité, le Président du Conseil départemental annonce une « polyvalence géographique et fonctionnelle ». C'est-à-dire moins de personnel pour accueillir les usagers, et des agents moins spécialisés, donc une dégradation de la réponse aux besoins. Par exemple, actuellement, pour les accueils des Personnes Agées et Handicapées au titre de l'Autonomie, nous avons des secrétaires spécifiques qui connaissent parfaitement les dispositifs. Demain, ce seraient des secrétaires généralistes pour toutes les missions (PMI, demandes sociales classiques…)
Il y a aussi disparition de missions. Ainsi, les psychologues s'occupant spécifiquement de la prévention et de la protection de l'enfance disparaissent (au nom de « missions élargies »)

Entre juin 2013 et septembre 2016, douze Centres Médico Sociaux ont été fermés, et nous avons des éléments indiquant que de nouvelles fermetures de CMS se préparent : Des mairies ont été sollicitées par le Conseil départemental pour accueillir des « permanences » ; des documents de la Direction circulent… Parallèlement, le Conseil départemental engage les suppressions de postes que le syndicat chiffre à plusieurs dizaines.

Comment le syndicat organise la résistance avec les salariés ?

SV : La première étape est d'obtenir les vraies infos, et de les transmettre aux collègues, en surmontant l'opacité voulue par la Direction.
Ensuite nous voulons faire passer le message que tout le monde est concerné, aujourd'hui ou demain. Donc nous sortons des tracts pour décrypter les projets de la Direction. Et nous allons à la rencontre des agents, avec des tournées et des réunions d'infos.

Il faut maintenant préparer la mobilisation du 16 novembre. Ce jour-là, il y a session du Conseil départemental pour voter les orientations budgétaires. La CGT, avec FO, appellera à une journée de grève et à se rassembler à l'Hôtel du département.
Nous voulons que soit garanti :
- Le maintien de tous les postes, de toutes les missions, de tous les sites.
- L'abandon du projet de « polyvalence géographique et fonctionnelle ».

Un mot à ajouter ?
SV : Dans la volonté de réduire le budget, le projet du CD 76 est aussi de fermer des collèges (tels que Guy Moquet au Havre, ou Camus à Dieppe), de poursuivre aussi les fermetures de Centres des routes.

Fédération des Services Publics la cgt

LE SERVICE PUBLIC territorial
C'EST UN bien PUBLIC

Hommage à notre camarade Claude Gasse.

Les jeunes générations de militants syndicaux veulent entretenir la mémoire de ceux qui les ont précédés dans la lutte.
Face à un patronat désireux de gagner toujours plus, de remettre en cause les acquis au détriment des salariés, nos prédécesseurs ont lutté pour les congés payés, les loisirs, la culture.
Telle était la vie de notre camarade Claude GASSE
Qui nous a quitté après avoir donner de son temps à « Tourisme et travail – l'ANCAV CGT national et à Tourisme et Loisirs de Rouen.
Ce qi caractérise Claude, c'est sa disponibilité, son courage, sa fidélité sans faille pour le tourisme social.
Claude était aussi un engagé politiquement, un combattant pour un monde meilleur et fraternel.
En mon nom personnel, je tiens à présenter toutes mes condoléances à toute sa famille.

Guy COURTOIS

En bref :

La cgt de l'IDEFHI organise la mobilisation contre un projet du DG de supprimer des postes au plus vite.

Ils ont tenu 3 AG du personnel (Canteleu 60 présents, Dieppe 25 présents, le Havre 12 présents). La semaine dernière le CTE a rejeté le budget a l'unanimité.

Lundi 17 ils ont envahi le CA à environ 100... Et le CA a voté contre le budget, la Présidence (qui est assurée par le Dpt semblant prendre peur).

Info Luttes reviendra prochainement sur cette action.

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES CHEZ NESTLÉ

Les salariés affichent leur confiance dans l'équipe CGT.

Les salariés de l'usine Nestlé de Rouxmesnil Bouteille, près de Dieppe, votaient le 4 octobre. Ils ont porté la CGT largement en tête. Ce scrutin intervient alors que les délégués CGT avaient réussi par 4 fois à organiser la grève des salariés et à bloquer la production pendant le conflit contre la loi travail.

Elections DP titulaires :
1er collège,
CFDT 26 voix, 0 élu.
CGT 156 voix, 5 élus.
FO 14 voix, 0 élu.
UNSA 17 voix, 0 élu.
2ème collège,
CFDT 43 voix, 1 élu
CGT 37 voix, 1 élu.
UNSA 19 voix 0 élu.

Elections DP suppléants.
2ème collège,
CFDT 25 voix, 1élu.
CGT 152 voix, 4 élus.
FO 17 voix, 0 élu.
UNSA 20 voix, 0 élu.
2ème collège,
CFDT 41 voix, 1 élu
CGT 37 voix, 0 élu.
UNSA 21 voix 1 élu.

Election CE titulaires :
2ème collège
CFDT 26 voix, 0élu.
CGT 162 voix, 4 élus.
FO 16 voix, 0 élu.
UNSA 14 voix, 0 élu.
2ème collège,
CFDT 41 voix, 1 élu
CGT 36 voix, 1 élu.
UNSA 23 voix 0 élu.

Elections CE suppléants.
2ème collège,
CFDT 24 voix, 0élu.
CGT 154 voix, 4 élus.
FO 21 voix, 0 élu.
UNSA 17 voix, 0 élu.
2ème collège,
CFDT 46 voix, 1 élu
CGT 31 voix, 0 élu.
UNSA 23 voix 1 élu.

Campagne TPE sur l'UL d'Elbeuf

La parole à Christian Morin, secrétaire général de l'UL

Comment votre UL organise la campagne TPE ?

Nous avons commencé par une réunion de bureau, ensuite on va faire une Commission Exécutive spéciale TPE.

Le 8 novembre, l'UL fera une conférence de presse pour que notre campagne TPE apparaisse dans les médias locaux. En nous appuyant sur l'audience que nous avons gagné dans la bagarre contre El Khomri, nous allons nous adresser aux salariés des TPE, mais aussi faire en sorte que chaque adhérent CGT discute avec ses proches, dans sa famille pour faire voter.

Notre tract devra être percutant pour faire voter autour de soi.

L'UL aura un déploiement spécifique vers les assistances maternelles, puisque nous disposons d'un fichier.

Nous organisons des diffusions de tracts TPE sur un gros rond-point (calvaire) et aussi sur des zones commerciales comme à Tourville la Rivière où il y a beaucoup de TPE.

Dans les tracts, nous annoncerons la venue de la CGT. Et le jour donné, nous installerons un stand où nous proposerons un café, nous tournerons sur la zone avec un camion sono pour inviter à venir rencontrer la CGT. Nous ferons ça à Elbeuf, à Caudebec, à Saint Pierre.

Nous avons aussi prévu de diffuser sur des parkings utilisés par les salariés TPE.
Donc, il s'agit pour l'UL, d'une campagne au plus près des salariés.

Un mot à ajouter

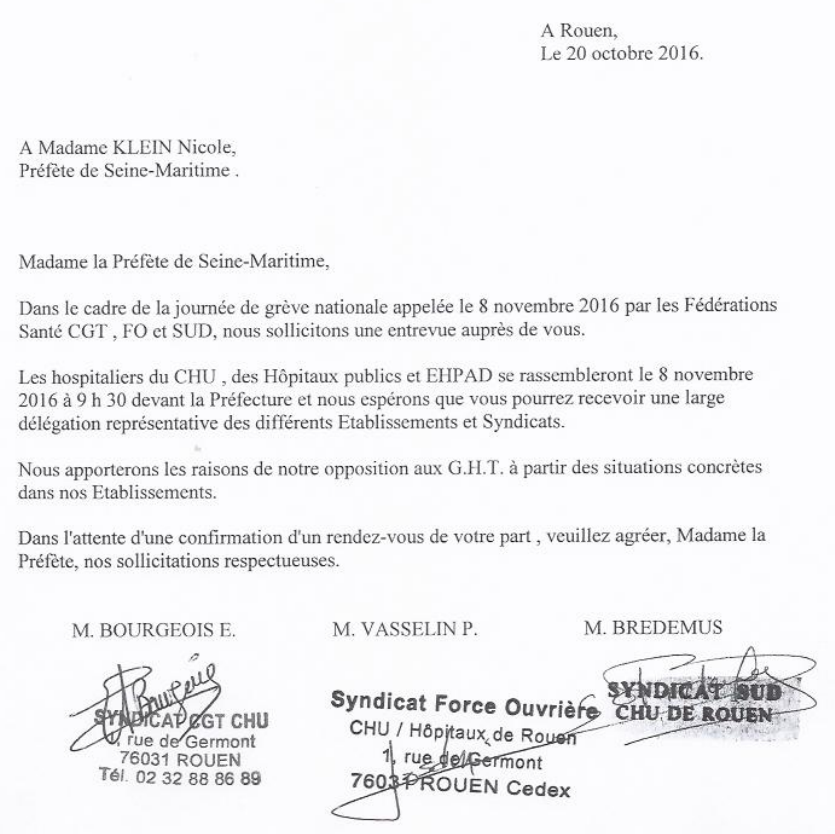
Dans les TPE et ailleurs, suite à la loi El Khomri, on se renforce. L'union Locale est sollicitée dans de petites entreprises pour des élections, où la pression patronale est très forte.

Nous avons eu 6 adhésions aux Ambulances des deux rives et environ 50 adhésions individuelles à l'UL. Sur l'EPAHAD Lecailler Leriche, c'est 4 adhésions nouvelles en 2016.

CAMPAGNE TPE À OISSEL.

Très bon accueil de la part des salariés. 150 bulletins TPE de distribués

HÔPITAUX, LES SYNDICATS CGT PRÉPARENT LA GRÈVE POUR LE 8 NOVEMBRE.



A Rouen,
Le 20 octobre 2016.

A Madame KLEIN Nicole,
Préfète de Seine-Maritime .

Madame la Préfète de Seine-Maritime,

Dans le cadre de la journée de grève nationale appelée le 8 novembre 2016 par les Fédérations Santé CGT , FO et SUD, nous sollicitons une entrevue auprès de vous.

Les hospitaliers du CHU , des Hôpitaux publics et EHPAD se rassembleront le 8 novembre 2016 à 9 h 30 devant la Préfecture et nous espérons que vous pourrez recevoir une large délégation représentative des différents Etablissements et Syndicats.

Nous apporterons les raisons de notre opposition aux G.H.T. à partir des situations concrètes dans nos Etablissements.

Dans l'attente d'une confirmation d'un rendez-vous de votre part , veuillez agréer, Madame la Préfète, nos sollicitations respectueuses.

M. BOURGEOIS E. — M. VASSELIN P. — M. BREDEMUS

SYNDICAT CGT CHU
1 rue de Germont
76031 ROUEN
Tél. 02 32 88 86 89

Syndicat Force Ouvrière
CHU / Hôpitaux de Rouen
1, rue de Germont
76031 ROUEN Cedex

SYNDICAT SUD
CHU DE ROUEN

RASSEMBLEMENT LE 8 NOVEMBRE À 9H30 DEVANT LA PRÉFECTURE.

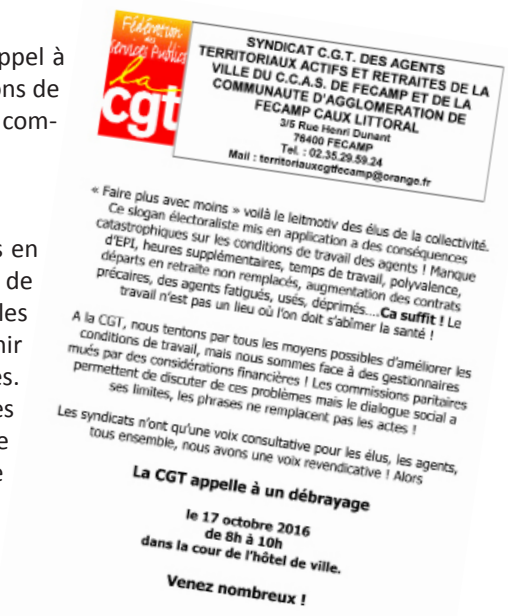
Les fédérations CGT, FO et SUD ont lancé un mot d'ordre de grève nationale dans les Hôpitaux le 8 novembre pour bloquer les GHT et les économies de 3,5 milliards que Mme Touraine prétend inmposer aux personnels et à l'hôpital public.

Ci-contre, l'initiative unitaire du syndicat CGT du CHU de Rouen pour un rassemblement le 8 novembre devant la Préfecture.

GRÈVE DES TERRITORIAUX DE LA VILLE DE FÉCAMP

Les agents territoriaux de Fécamp se mobilisent contre la dégradation des conditions de travail. Les chiffres fournis par la DRH parlent d'eux mêmes. Le débrayage à l'appel de la CGT est largement suivi.
Mairie : sur 414 agents permanents 237 agents ont débrayé soit 57.25%
CCAS : sur 150 agents permanents (dont une petite centaine d'aide à domicile qui n'ont pas toujours accès à l'information du fait de leurs missions) 21 agents ont débrayé soit 14% / 42% sans les AD.

La gronde couvait depuis lontemps, aussi les agents ont décidé de répondre à l'appel à la grève lancé par la CGT et rejoint par la CFDT. L'occasion de dénoncer les conditions de travail qui se dégradent au sein de la Ville de Fécamp et du CCAS et le mal-être qui commence à devenir vraiment inquiétant chez trop d'agents.



Fédération des Services Publics la cgt

SYNDICAT C.G.T. DES AGENTS TERRITORIAUX ACTIFS ET RETRAITES DE LA VILLE DU C.C.A.S. DE FECAMP ET DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE FECAMP CAUX LITTORAL
3/5 Rue Henri Dunant
76400 FECAMP
Tel. : 02.35.29.59.24
Mail : territoriauxcgtfecamp@orange.fr

« Faire plus avec moins » voilà le leitmotiv des élus de la collectivité. Ce slogan électoraliste mis en application a des conséquences catastrophiques sur les conditions de travail des agents ! Manque d'EPI, heures supplémentaires, temps de travail, polyvalence, départs en retraite non remplacés, augmentation des contrats précaires, des agents fatigués, usés, déprimés....**Ca suffit !** Le travail n'est pas un lieu où l'on doit s'abîmer la santé !

A la CGT, nous tentons par tous les moyens possibles d'améliorer les conditions de travail, mais nous sommes face à des gestionnaires mués par des considérations financières ! Les commissions paritaires permettent de discuter de ces problèmes mais le dialogue social a ses limites, les phrases ne remplacent pas les actes !

Les syndicats n'ont qu'une voix consultative pour les élus, les agents, tous ensemble, nous avons une voix revendicative ! Alors

La CGT appelle à un débrayage

le 17 octobre 2016
de 8h à 10h
dans la cour de l'hôtel de ville.

Venez nombreux !

Ci-dessous quelques extraits de la prise de parole de Loran Houssaye
«Le slogan « faire plus avec moins », nous voyons ce que ça donne ! Des départs en retraite non remplacés avec pour conséquence une augmentation de la charge de travail pour les autres agents ou bien le recours à des entreprises privées. En tout les cas c'est beaucoup d'incertitude pour l'avenir de la fonction publique et pour l'avenir des agents ! C'est donc moins de fonctionnaires mais aussi plus de contrats précaires. On se débarrasse d'agents que l'on a formé pendant des années pour recourir à des CDD financés par l'Etat quitte à perdre en compétence, mais on va quand même pas les CDIser ou les stagiairiser ! Même s'il est vrai que les élus on fait le choix de stagiairiser une vingtaine d'agents l'an passé, mais quand on fait le calcul de ce que l'on perd, le compte n'y est pas ! L'Etat d'ailleurs défend le même slogan puisque les baisses de dotations c'est lui, les rythmes scolaires c'est encore lui, le PPCR, le RIFSEEP, c'est toujours lui ! Tout cela créé un malaise chez les agents, de plus en plus viennent travailler la boule au ventre, angoissent de subir les reproches de leur hiérarchie. Pour beaucoup ils sont fatigués moralement et physiquement. De plus en plus d'agents sont en arrêt de service parce que le travail est devenu un lieu de souffrance pour eux. cela ne peut plus durer ! Le travail doit être le moyen de s'émanciper, de s'accomplir en tant que citoyen surtout pour les travailleurs de la Fonction Publique, puisque nous servons l'intérêt général !»

Le dossier de la semaine ! L'actu des Luttes

La belle fête des congés payés

L'initiative de l'UCR CGT et de LSR à l'Ile de Ré a parfaitement symbolisé ce que représente cette formidable conquête sociale que sont les congés payés. Ce qui paraissait impossible, voire inacceptable pour le patronat d'alors, est devenu indispensable. Pourtant le droit aux vacances reste à conquérir pour un français sur deux, un enfant sur trois, plus d'un retraité sur deux…

Ils sont venus, nombreux, heureux d'être là et combattifs. Près de 900 retraité-e-s dont une vingtaine de Seine-Maritime, s'étaient donné rendez-vous à l'Ile de Ré pour fêter les congés payés. Non pas à la manière de nos gouvernants qui ne ratent pas une commémoration, mais pour se rappeler qu'une conquête sociale est toujours le fruit d'engagements et de luttes pour les imposer. Pour les assortir de moyens et enfin pour les préserver, car jamais ceux qui s'y opposaient naguère n'ont renoncé à les effacer.

Les deux tables-rondes ont fait salle comble. Elles étaient retransmises en direct sur le site de l'UCR. Démonstration est faite que les organisations de retraité-e-s CGT se sont données

les moyens de porter loin leurs analyses et leurs revendications. Et c'est important au moment où les droits des salariés et des retraités sont systématiquement bafoués ou remis en cause. iLs ne renoncent jamais

La loi Travail imposée par la force du 49.3 est l'exemple le plus récent des tentatives de remettre en cause les droits des salariés. « L'ubérisation » en est un autre qui laisse à la charge de ces nouveaux travailleurs « indépendants » le financement de leur droit à la santé et aux congés.

La manifestation des 13 et 14 octobre à l'Ile de Ré était habitée d'une sérieuse détermination à défendre les droits et revendications des actifs comme des retraité-e-s. La revalorisation des pensions est à l'ordre du jour malgré la décision de ne pas accorder d'augmentation au 1er octobre.

L'ambiance festive de l'initiative faisait plaisir à voir, elle augure d'un engagement à renforcer nos organisations et à susciter la lecture de Vie Nouvelle, le magazine de l'UCR et de Présence, celui de LSR.

Comité Général de l'UL Couronne-Quevilly

Mercredi 19 octobre dernier, une cinquantaine de syndiqués se retrouvaient à la salle du Grand Aulnay pour le Comité Général de l'UL Couronne-Quevilly.

L'occasion pour les participants d'échanger sur l'actualité revendicative, la formation et le renforcement. L'occasion aussi, de renforcer la CE et de décider d'actions dans les semaines à venir sur les TPE.
La NVO, L'IHS, Indécosa et de l'UNAM (Alternative Mutualiste) qui tenaient un stand sont intervenus dans le cadre de ce comité général.